

HISTOIRE GLOBALE DE LA RDA

DU MÊME AUTEUR

Urbex. Le phénomène de l'exploration urbaine décrypté, Paris, Albin Michel, 2022.

Urbex RDA. L'Allemagne de l'Est racontée par ses lieux abandonnés, Paris, Albin Michel, 2019.

Le pays disparu. Sur les traces de la RDA, Paris, Stock, 2018 ; Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2019.

L'histoire, un combat au présent. Conversation avec Régis Meyran, Paris, Textuel, 2014.

L'historiographie, Paris, Presses universitaires de France, 2011 ; Paris, Que sais-je, 2017.

14-18 aujourd'hui. La Grande guerre dans la France contemporaine, Paris, Odile Jacob, 2010.

NICOLAS OFFENSTADT

HISTOIRE GLOBALE DE LA RDA

TALLANDIER

Cartographie : © Légendes Cartographie/Éditions Tallandier, 2026

© Éditions Tallandier, 2026
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

INTRODUCTION

Une histoire globale de la RDA

Pour ouvrir cette histoire globale de la RDA (1949-1990), deux portraits croisés permettent d'en situer tout l'intérêt, et toutes les subtilités aussi. On attendrait volontiers ceux des deux dirigeants iconiques, Walter Ulbricht et Erich Honecker, ou encore de deux grandes figures de l'opposition, le poète et chanteur Wolf Biermann et le pasteur Rainer Eppelmann, ou enfin de deux célébrités de la littérature ou du sport, l'écrivaine Christa Wolf et la patineuse Katarina Witt. Mais nous avons choisi deux inconnus, ou presque, pour les lecteurs français d'aujourd'hui, qui ne « collent » pas avec tous les clichés que portent le regard superficiel sur des États qualifiés de « totalitaires ». Ces deux personnalités ont « choisi » la RDA tout en étant loin des dispositions et des dispositifs que le régime entendait inculquer à ses citoyens.

Aljoscha Rompe (1947-2000) est le chanteur charismatique et l'organisateur du groupe Feeling B (1983), dont émerge par la suite Rammstein et qui marque le développement du mouvement punk en RDA. Il vit parmi une jeunesse alternative et dissidente à Berlin-Prenzlauer Berg, le groupe joue ici et là, avec succès, et notamment sur l'île d'Hiddensee où la famille d'Aljoscha dispose de maisons. Rompe est alors décrit comme un « pirate » et le groupe, comme « une joyeuse troupe anar »¹.

Le père adoptif d'Aljoscha, Robert Rompe, né en 1905 en Russie, est une personnalité du régime, professeur de physique à l'université Humboldt de Berlin et membre du Comité central du Parti communiste (SED). Son père biologique est suisse si bien qu'Aljoscha dispose, à partir de 1980, de la nationalité suisse, un sésame pour quitter l'Est. Alors même qu'il a toutes les possibilités de voyager ou de vivre à l'Ouest, Rompe préfère la RDA, les concerts coups de poing, jugeant même ses habitants plus créatifs². Le groupe est autorisé officiellement, non sans lien avec l'inscription familiale de Rompe. Même si les textes de Feeling B sont ironiques et critiques, ils n'apparaissent pas clairement oppositionnels³.

Après la diffusion d'un documentaire de la DEFA, l'agence officielle de cinéma⁴, qui le met en scène, Feeling B enregistre le premier disque « punk » de la firme tout aussi officielle Amiga. Rompe s'engage dans le mouvement citoyen qui participe à la chute du régime. Pour autant, après la fin de la RDA, Rompe continue à animer des projets alternatifs à Berlin, et se tourne vers l'ésotérisme. Il ne s'insère guère dans le monde nouveau qui pourrait s'offrir à lui.

Ronald M. Schernikau (1960-1991), lui, est un communiste militant, membre de la section de Berlin-Ouest du Parti communiste de l'Est, mais très anticonformiste. Né à l'Est (Magdebourg), il part enfant à l'Ouest, où son père a émigré. Sa mère, socialiste, elle, regrette cet exil forcé, d'autant que le père refait sa vie avec une autre... Écrivain précoce, original et talentueux, Schernikau devient une figure de la scène gay de Berlin-Ouest. Par conviction, il revient vivre en RDA, quand le pays semble bien loin des idéaux fondateurs, dans les années 1980.

Après des études à Leipzig, au cours desquelles il vit également alternativement à Berlin-Ouest, il s'installe à Berlin-Est (Hellersdorf) fin août 1989. Pendant son cursus, il fait un stage dans les fameuses mines de lignite dont il évoque le quotidien

avec sympathie et ironie dans *Die Tage in L* (« Les Jours à L »). Schernikau demande et obtient la nationalité est-allemande... en 1989 : « Un citoyen de RDA qui joue le Berlinoise de l'Ouest qui joue le citoyen de RDA⁵. » Il défend le projet de la RDA, tout en jetant sur son quotidien un regard provoquant, par une écriture à la fois empathique et distante : « Je considère que la bêtise des communistes n'est pas un argument contre le communisme », dit-il en 1990 lors du dernier congrès des écrivains de RDA : « Mesdames, Messieurs, vous ne savez encore rien du degré de soumission que l'Ouest exige de chacun de ses habitants. » Schernikau meurt du sida en 1991⁶.

Avec Rompe et Schernikau, on est loin de la grisaille et du pouvoir figé du Parti. Et pourtant, leur vie s'y entremêle profondément. On pouvait donc *choisir* la RDA, avec beaucoup de distance critique, d'ambivalence, d'ambiguïté.

Autant dire que raconter la RDA, c'est comprendre comment tout un ensemble de vies, d'acteurs articulent l'engagement, la loyauté, la distance et la critique en des moments, épreuves de réalité, où la mesure reste celle de la réalité socialiste confrontée à sa mise en pratique. Le projet socialiste lui-même n'y est que rarement remis en cause⁷.

À vrai dire, l'écriture de cette histoire peine à s'extraire des enjeux politiques de son temps. Aujourd'hui encore. La République démocratique allemande (RDA), à la brève existence (1949-1990), suscite, trente-cinq ans après sa disparition, des débats aussi intenses que virulents. Loin de se limiter à la sphère savante, aux historiens ou aux sociologues, ces débats traversent toute la société allemande, et au-delà, notamment à travers la question des héritages politiques du régime, en lien avec la puissance de la droite extrême sur son ancien territoire. Si certains historiens donquichottesques continuent à ferrailler, comme au temps de la guerre froide, contre un « pays disparu », pour d'autres, la RDA n'a rien perdu de son actualité avec la critique de la mondialisation capitaliste, avec

l'incapacité de l'Ouest à produire une société protectrice et équitable.

Alors que j'écris cette introduction paraît une pleine page dans le journal *Neues Deutschland*, ancien quotidien du SED, aujourd'hui proche de la gauche socialiste, qui annonce même, non sans ironie, le « retour » de la RDA, « RDA : Hallelujah, on vit encore ! », et qui fonde son propos sur le regret de ses institutions sociales, ou des principes qui les fondaient, que réclameraient maintenant de plus en plus de (jeunes) Allemands : crèches, polycliniques, enseignement polytechnique⁸...

Il convient donc, avant de présenter le projet de ce livre, d'esquisser un bilan des orientations historiographiques qui l'ont précédé et sur lesquelles il s'appuie. Ce bilan est immense, quantitativement d'abord : il paraît presque un livre par jour sur la RDA depuis 1990⁹...

UNE HISTOIRE DE COMBATS

L'écriture de l'histoire est un combat d'importance à l'époque même de la RDA. Le SED entend y fonder sa légitimité à gouverner : l'histoire, parfois fort ancienne, est mobilisée au service de son récit et ne peut guère sortir de ce cadre. Nous y consacrerons tout un développement.

L'État et les Länder d'Allemagne de l'Ouest financent de leur côté tout un ensemble de travaux et d'analyses sur la RDA, où les historiens ne sont que des acteurs parmi d'autres¹⁰. Souvent, l'enjeu est à la fois politique et personnel pour ceux qui s'y intéressent à l'Ouest : il faut délégitimer le camp soviétique, souligner la violence du pouvoir et l'absence de liberté, les échecs économiques aussi. Le contexte influe sur ce combat, qu'il nuance, en particulier lors du rapprochement des deux Allemagnes dans les années 1970 ou face aux craintes de guerre nucléaire, au début des années 1980. Pourtant dès

cette époque, une histoire sociale, soucieuse de sortir d'une histoire verticale où seul compte l'exercice du pouvoir « totalitaire », interroge autrement le fonctionnement des sociétés, les marges d'autonomie. Ainsi, dans les années 1980, l'historiographie sociale s'intéresse en particulier aux « niches », ces lieux d'autonomie et de repli relatifs pour les habitants, octroyés, qui contribuent à la stabilité d'ensemble de la RDA¹¹.

La chute du régime en 1990 conduit à un « boom de la recherche » qui s'appuie sur l'ouverture d'immenses fonds d'archives, souvent sans délais ; une véritable « révolution archivistique »¹². C'est aussi le temps des règlements de compte, notamment pour la branche conservatrice des historiens de l'Ouest ou pour les anciens opposants en RDA, qui cherchent dans les archives ce que fut leur histoire. Ils sont très actifs dans l'écriture de l'histoire de la RDA, parfois en opposition frontale avec la corporation des historiens universitaires jugés trop complaisants, trop distants.

Après 1990, la RDA est décrite, par tout un ensemble de travaux, avec des nuances et des variations, comme un système de domination totale du Parti sur sa population, sans autonomie, une société rendue amorphe. Cette prétention du Parti à tout dominer légitime les usages du concept ou du terme « totalitarisme ». On parle volontiers de « l'État SED¹³ », de « seconde dictature allemande ». Dans cette approche, les citoyens ne peuvent, dès lors, que s'appropriier les buts que le Parti a définis. En utilisant le terme de totalitarisme et de « seconde dictature allemande », il s'agit de condamner le régime défunt et de valoriser les principes de la République fédérale, d'opposer donc un monde démocratique aux formes d'oppression des deux régimes qui se sont succédé, le nazisme et le communisme. Cette perspective fonde un discours central de l'Allemagne post-1990 : le consensus antitotalitaire, le rejet fondamental de ces structures politiques oppressives.

D'autres courants, venus de l'histoire sociale et de l'histoire du quotidien¹⁴, ouvrent les interprétations en prêtant attention aux groupes sociaux, aux espaces d'expression et de résistance des populations, à la manière dont s'articulent la domination et la capacité d'agir des acteurs, le « quant à soi », travaillent sur les notions de conformisme et non-conformisme. La domination est envisagée en tant que pratique sociale, faite de multiples interactions et transactions, et non comme une essence politique. Le « modèle totalitaire » perd en importance au sein de la recherche¹⁵. À la fin des années 1990, l'intérêt si puissant jusque-là pour la RDA s'érode et les places fortes de la recherche se déplacent¹⁶. On verra aussi combien l'écriture de l'histoire s'entremêle avec les enjeux de l'unification des deux Allemagnes après 1990.

Du point de vue du cadrage d'ensemble, Michel Christian et Emmanuel Droit écrivaient en 2005 : « La RDA est considérée comme un objet en soi et les thématiques transhistoriques autres que celles d'une comparaison avec le régime nazi sont très rares, y compris en histoire sociale¹⁷. »

Depuis une vingtaine d'années, progressivement, les recherches s'ouvrent cependant à de nouvelles perspectives et se décloisonnent. L'histoire de la RDA est écrite en parallèle de celle de l'Allemagne de l'Ouest de manière de plus en plus structurée¹⁸ – deux collections sont même dédiées à cette histoire croisée –, et inscrite dans une perspective mondiale, notamment à travers l'intérêt pour les pays en lutte pour leur indépendance ou contre les forces « impérialistes ». Les jeunes générations cherchent à écrire une « RDA au pluriel ».

LA RDA : C'EST QUOI ?

L'historiographie s'est longtemps attachée à caractériser le régime de la RDA, sans produire de consensus sur une définition,

chacune faisant l'objet de discussions critiques¹⁹. Une des grandes interrogations de la recherche a tenu à la question de la « stabilité » relative du pays, un terme souvent repris dans les travaux. Les auteurs soulignent combien le pays est remarquablement stable de 1953 à 1989, les manifestations de défiance y semblant moins présentes qu'ailleurs dans le bloc communiste²⁰.

Malgré de multiples contraintes, l'économie de la RDA occupe une position forte au sein du bloc de l'Est, derrière l'URSS et même à l'échelle mondiale²¹. Parmi les pays de l'Europe communiste, c'est celui qui assure le meilleur confort, le plus haut niveau de vie à sa population²². Ainsi le régime est-il qualifié de « paternalisme socialiste » pour souligner la prise en compte du bien-être des populations par le pouvoir communiste, en compensation de son contrôle politique, parfois aussi de sa « dictature de l'assistance ». Plusieurs critiques trouvent la notion trop partielle, ne permettant pas d'englober l'ensemble des questions sociopolitiques²³.

En s'appuyant sur tout un ensemble d'analyses, certains voient en la RDA, avec son niveau d'industrialisation, son administration et ses rapports hommes-femmes, une « dictature moderne », qui participerait du processus de modernisation depuis le ^{xix}^e siècle, ce que réfutent d'autres, arguant de la faible rationalité bureaucratique du pays²⁴.

Les travaux cherchent à mesurer la part du pouvoir dans le monde social de la RDA, dessinant une société « traversée par la domination », omniprésente²⁵, ou bien une « dictature des limites », qui, partout restreint l'autonomie de ses citoyens, lesquels doivent s'en arranger, trouver des accommodements²⁶. La question des marges d'action et des possibilités d'intervention des citoyens dans la gestion ordinaire du pays est au centre de multiples réflexions et recherches qui invitent à penser « une dictature participative » dans laquelle les citoyens se dessinent des marges de manœuvre, façonnent leurs conditions de vie, « forgent leur propre vie » en utilisant les possibilités

laissées par le système²⁷. Les travaux récents y insistent : il y avait bien une vie propre (*Eigenleben*) en RDA, au-delà des injonctions et des contrôles du régime, et qui surprenait parfois les observateurs venus de l'Ouest, une société de l'arrangement – loyauté politique contre protection du quotidien –, où la vie était supportable, et souvent même très convenable²⁸. L'attention portée aux interactions a conduit aussi certains historiens à qualifier le régime de « dictature éducative », où la pédagogie jouait sa part dans les relations entre le pouvoir et les habitants²⁹.

UNE HISTOIRE PRAGMATIQUE DE LA RDA

Au-delà des enjeux de qualifications, que nous ne poursuivons pas dans ce livre, faire l'*histoire* de la RDA, c'est interroger un projet et un ensemble de projections, qui évoluent au fil de son histoire.

Contrairement à une approche réductrice qui consisterait à n'écrire l'histoire du pays qu'en tant que produit de la guerre froide, l'aborder comme un *projet*, celui des communistes de Weimar, ancré dans un socialisme plus ancien réélaboré par la Révolution bolchevique, ouvre de nouvelles perspectives. Erich Honecker, qui dirige le pays de 1971 à 1989, se réfère souvent à cet accomplissement des luttes du mouvement ouvrier, de la social-démocratie, de sa jeunesse – il est né en 1912 –, de l'entre-deux-guerres qui demeurent des objectifs, et des accomplissements de son gouvernement : un toit pour tous, une nourriture suffisante... Markus Wolf, chef de l'Espionnage, en témoigne : « Son but était de figurer dans l'Histoire comme l'homme qui avait amélioré la vie des travailleurs d'Allemagne de l'Est (jusqu'à la fin de ses jours, il ne cessa de se vanter du nombre de maisons avec toilettes intérieures construites sous son mandat)³⁰. »

Cette référence au projet, cet ancrage dans les expériences de sa génération, limite les perspectives d'adaptation à des cadres nouveaux comme elle permet de résister à la destitution³¹. À juste titre, Michel Christian écrit : « En [...] réduisant [la construction du socialisme] à un simple phénomène de domination, on oublie qu'elle implique un programme politique déterminé, à la fois productiviste, ouvriériste et égalitariste³². » L'ancien ministre et résistant au nazisme Klaus Gysi, revenant sur son parcours en 1990, explique – justification ou désillusion – qu'il avait cru que l'esprit (*Geist*) et le pouvoir (*Macht*) pouvaient marcher de conserve : c'était là son idée du socialisme³³.

Ces projets des dirigeants faisaient écho aux projections incorporées ou produites par les acteurs, militants, ou citoyens, des projections glissantes selon les contextes. Ceux qui arrivent à l'âge adulte au début de l'existence du pays investissent souvent une mission de construction (l'*Aufbau*) et projettent tout un imaginaire de l'effort face à la table rase de 1945, qu'il s'agisse de simples engagements dans son travail ou d'une vision de planification urbaine plus professionnelle³⁴. Plus tard, dans les années 1960, les progrès matériels, les grands discours et la stabilité relative produisent tout un optimisme du futur³⁵.

L'intensité donnée aux perspectives d'avenir tient à trois situations historiques particulières. La première est celle d'un monde né d'un désastre – le nazisme, la guerre mondiale et l'effondrement de l'Allemagne – qui invite à privilégier différents régimes de futur sur le passé immédiat. Ensuite, la RDA est un pays nouveau, par son cadre, qui doit produire un projet assuré en particulier face à l'Ouest. Enfin, le communisme, à travers le parti au pouvoir, le SED, propose et assure un ensemble de *prévisions* (par la planification), de *prospectives* (qui dessinent le chemin d'un développement modèle face à une pluralité de futurs, notamment dépasser l'Allemagne de l'Ouest), de *promesses*, l'ensemble se déployant régulièrement

en *prophéties*, annonçant le triomphe inéluctable du socialisme qui s'inscrit dans la perspective d'un communisme qui se veut « scientifique » et que renforcent les croyances en la technique des années 1960-1970. Rolf Schneider se moque en 1989 de ce trait spécifique du SED, « qui faisait toujours des promesses, qu'il ne pouvait tenir³⁶ ».

Cependant, les promesses ne sont pas seulement des mots, car « derrière [elles] viennent s'aligner des acteurs, des institutions, des capitaux³⁷ » – on y reviendra, par exemple pour ce qui concerne les programmes du logement.

Les jeunes générations doivent admirer ce futur accompli par la (re)construction des usines et des villes et se projeter à leur tour, tant dans les chiffres du plan que dans la formation des « hommes nouveaux » du socialisme. Un collégien de Francfort-sur-l'Oder écrit ainsi un poème pour les 25 ans de la RDA (1974). Avec la libération du fascisme, « Une vie commence, qui a un futur. Avec la fondation de notre État [...] ruines et décombres disparaissent, belles et nouvelles maisons apparaissent ». « Des hommes avisés ont pris notre futur en main »³⁸, écrit une autre.

Faire l'histoire de l'Allemagne de l'Est, c'est chercher à cerner les traits propres à cette société que le pouvoir entend modeler en produisant un monde centré sur l'entreprise, sur l'exaltation du travail socialiste et du travailleur – avant tout de l'ouvrier –, dont le modèle est celui de l'industrie lourde. Mais c'est aussi mesurer l'articulation des contraintes de l'État-Parti avec les pratiques des acteurs qui sont loin d'être monolithiques, l'articulation du consentement apparent et de la distance. Malgré la fermeté du discours socialiste sur ses fondements intellectuels, l'« idéologie » ne peut être lue, simplement, comme un modèle destiné à s'appliquer sans tenir compte des contraintes qui s'imposent. Dans le monde social, elle apparaît surtout comme « un ensemble d'énoncés ouverts à interprétation et une ressource utilisée par des acteurs qui

s'appropriaient, traduisaient et reconfiguraient ces énoncés pour les rendre conformes à leurs projets³⁹ ».

Notre approche est influencée par la sociologie pragmatique. Nous chercherons donc à suivre ce que font les acteurs, dans le contexte d'un État autoritaire et du projet d'une construction volontaire d'un nouveau monde social. Il convient alors de saisir comment les citoyens et citoyennes de RDA articulent les différentes visions du futur et les contraintes qui les entourent en fonction des enjeux et des possibles, ce qu'ils font des actions et des références imposées dans la pratique, dans leurs pratiques. Parmi les épreuves ou confrontations avec le pouvoir, ce qui se joue peut-être souvent qualifié d'*épreuve de réalités*. Autrement dit, les citoyens s'indignent, critiquent ou interviennent au nom des principes mêmes du socialisme et de la solidarité prônée par le régime, non pour en critiquer les fondements⁴⁰. Comme l'écrit encore, en 1990, l'écrivain critique Rolf Schneider : « Nous voulions que le système politique se corrige, pas qu'il disparaisse⁴¹. »

L'épreuve renvoie le pouvoir à ses propres normes, met en jeu les discours fondateurs⁴². Ce faisant, elle risque toujours d'en dévoiler des contradictions, jusqu'à la chute finale.

UNE HISTOIRE « GLOBALE »

Pourquoi intituler, alors, ce livre « Histoire globale » ? L'expression fait l'objet de multiples débats et discussions, sans trouver une définition qui fasse consensus. Notre approche la saisit comme une interrogation sur le jeu des échelles entre le local et le global, comme une méthode et comme un processus aussi⁴³. Nous ne privilégierons pas l'acception géographique qui choisit une large échelle de compréhension des phénomènes, à travers les connexions et les transferts, mais entendons, le terme « globale » en fonction de cinq aspects.

Le premier est en quelque sorte *temporel*. Notre histoire de la RDA s'ancre dans le temps long dans lequel s'inscrivent ses fondateurs. La RDA apparaît alors comme l'aboutissement de cette longue histoire de lutte et d'émancipation, un temps long construit par le communisme et par le régime pour se situer dans l'histoire. La RDA fabrique sa temporalité propre. Dans ce temps, chaque moment de l'histoire passée n'a pas la même « portée »⁴⁴. Nous considérons chacune de ces portées à la fois comme un discours des acteurs, mais aussi tel un fil concret qui relie le présent au passé, autrement dit l'entremêlement entre des héritages inventés et la production de continuités. Nous prolongerons cette histoire jusqu'à aujourd'hui, tant les mémoires de RDA jouent et rejouent dans le présent.

Cette histoire s'entend comme globale, ensuite, parce qu'elle ne s'arrête pas aux *frontières*, si discutées de la RDA. L'Allemagne de l'Ouest, d'abord, est un acteur permanent de l'histoire de la RDA, les croisements touchent tant la politique internationale que les pratiques ordinaires des citoyens est-allemands. À l'évidence encore la perspective est globale, parce que son histoire est étroitement liée à celle de l'URSS et du bloc de l'Est. Il faudra donc analyser les relations, les entrelacements – et les distances aussi – avec ce monde de l'Est, dans une période de guerre froide. L'anti-impérialisme et l'internationalisme qui sont présentés comme les fondements même du régime ont de multiples implications à l'échelle planétaire, dans les liens avec d'autres pays, avec des mouvements de lutte partout dans le monde, du Vietnam à Cuba en passant par l'Afrique du Sud, qui façonnent aussi l'histoire de la RDA. Ces connexions forgent, de part et d'autre, de multiples pratiques, ancrent des expériences et font ensuite mémoire⁴⁵. Une histoire globale de la RDA est donc celle d'un jeu d'échelles territoriales. L'histoire allemande, faite de la persistance d'autorités et d'identités régionales puissantes, invite à prêter attention aussi aux différentes parties du territoire de la RDA, au « local », villes

INTRODUCTION

et régions. À trop privilégier l'histoire d'en haut, un tout, on perd l'inscription géographique, si importante, des individus. Le mot « glocal » n'est pas très heureux en français, mais il dit aussi combien le local et le global peuvent s'entremêler et que l'historien gagne souvent à mettre au jour les fils qui font cet entremêlement. Nous parcourrons ainsi les régions de la RDA, ses lieux, avec leurs enjeux propres et leurs spécificités.

Par « histoire globale », nous entendons aussi une histoire qui embrasse la *société* dans son ensemble et ne s'en tient pas aux cadres politiques et aux grandes scissions chronologiques. L'histoire de la RDA a souvent été écrite d'en haut, comme une histoire du pouvoir communiste, soulignant donc l'enchaînement de la société dans les rets d'un autoritarisme parfois qualifié de « totalitarisme », on l'a dit. Il convient bien sûr de définir ces cadres, mais ils sont insuffisants à rendre compte de ce que fut la RDA. Nous multiplierons ainsi les angles de vue pour rendre la plus « globale » possible la compréhension des expériences sociales de ses habitants, de ses citoyens.

Enfin, notre perspective ici prolonge celle des précédents livres, *Le Pays disparu* et *Urbex RDA*, comme la clôture d'une trilogie, en faisant usage de sources et de documents qui sont autant de *traces abandonnées*, dans les usines ou dans les brocantes⁴⁶. Cette histoire se fonde, aussi, sur des documents non recueillis, donc non préparés pour être consultés. Cela permet de déjouer les séries et les classements trop attendus, d'ouvrir des chemins de traverse.

RECONSTRUCTION, CONSTRUCTION, DÉCONSTRUCTION

On a dit combien les régimes du futur sont centraux dans la vie en RDA. C'est ainsi que nous commencerons par un premier chapitre sur la construction du pays, toutes ses fondations, mais nous poursuivrons jusqu'aux constructions

matérielles qui ont jalonné son histoire, sans se laisser arrêter par une chronologie des débuts. Les fondations posées, un intermède permettra de situer le développement chronologique d'ensemble. Il conviendra ensuite, dans un second chapitre, de prendre la mesure spatiale et géographique de la RDA, d'ouvrir à la diversité du pays, de voir aussi comment on pouvait s'y mouvoir et le percevoir. Ces cadres fixés, nous pourrons alors chercher à comprendre comment la RDA s'inscrivait dans l'histoire comme récit du passé mais aussi comme accomplissement, les deux s'entremêlant dans le projet socialiste (troisième chapitre). Le chapitre IV présentera le gouvernement du pays. Les trois chapitres suivants plongent dans la vie sociale de la RDA, à travers le travail, la consommation et les formes sociales et culturelles propres à un « État socialiste ». Il faudra ensuite élargir les horizons géographiques pour montrer combien la RDA s'inscrit dans une histoire mondiale, participant d'une « mondialisation rouge » (chapitre VIII). Pour finir (chapitre IX), nous expliquerons et raconterons la chute du régime, la disparition du pays, et ses survivances.

CHAPITRE PREMIER

Bâtir un monde nouveau Construire la RDA

Le symbole est puissant : en octobre 1944, les Soviétiques sont entrés à l'intérieur des frontières du Reich, en Prusse-Orientale (Opération Gumbinnen-Goldap), après un recul majeur des troupes allemandes, qui ont perdu 400 000 hommes. Königsberg, capitale de cette province restée allemande après le traité de Versailles (1919), tient et n'est prise qu'en avril. Il n'empêche, les revers sont décisifs à l'Est, l'économie allemande, qui se rétrécit aussi territorialement (perte de la haute-Silésie à partir de janvier 1945), ne peut faire face¹.

LA CHUTE

L'offensive d'hiver sur tout le front de l'Est, qui sera la dernière, commence le 12 janvier 1945. Les Soviétiques avancent en Poméranie, Prusse-Occidentale, en Posnanie, en Silésie. À la fin du mois de janvier et début février, l'Armée rouge s'assure de têtes de pont sur l'Oder progressivement renforcées, mais il faudra encore plus de deux mois de combats acharnés pour marcher sur Berlin.

Les Alliés en difficulté dans les Ardennes ont souhaité l'avancée de l'offensive soviétique. En février, à l'Ouest, ils

parviennent sur le Rhin supérieur, une tête de pont est établie le 7 mars à Remagen.

Le 16 avril, l'Armée rouge entame en effet l'offensive vers la capitale du Reich qui est mise en défense avec des séries de baricades. Après un déluge de feu, « le pire que l'on n'ait jamais subi », dit le général Busse qui commande alors la 9^e armée allemande², la bataille de l'Oder s'ouvre avec l'éprouvante percée sur Seelow (pris le 19 avril) qui deviendra un haut lieu de mémoire en Allemagne de l'Est. Les pertes sont immenses.

De son côté, Eisenhower, commandant des forces alliées, conduit l'offensive sur la Saxe. Les Américains prennent Zwickau le 17 avril et le 19, Leipzig laissant la conquête de Berlin à l'Armée rouge qui y arrive, épuisée, la capitale se situant dans la zone soviétique anticipée.

Les Soviétiques marchent donc sur Berlin : le 21 avril, le premier drapeau rouge est planté sur le clocher de Marzahn, alors un village, par les troupes de Berzarine, les Russes rentrent dans les quartiers de Weissensee et de Lichtenberg à l'est, Reinickendorf au nord, le 22 celles du maréchal Koniev atteignent le quartier de Friedrichshain qui est complètement encerclé et, le 25, elles sont à l'assaut vers l'Alexanderplatz. Les combats continuent vers le centre. Pendant ce temps, d'autres soldats font la jonction sur l'Elbe, à Torgau, le 25 avril avec les Américains. On peut toujours voir dans la ville, située dans la partie soviétique, près du château, le Mémorial, plutôt modeste, érigé pour célébrer l'événement. Le 30 avril, Hitler se suicide dans son bunker.

Détruite et vaincue, l'Allemagne nazie capitule à Reims et Berlin-Karlshorst, dans le Mess de l'École du génie militaire construite par les nazis, les 7 et 8 mai. Dès la fin de guerre, Joukov ordonne l'érection des trois grands mémoriaux, confiés au sculpteur Lev Kerbel sur la route du Reich numéro 1 pour commémorer la marche victorieuse du 1^{er} Front biélorusse : à Küstrin, Seelow, inauguré en novembre, et Berlin, dans le

Tiergarten. La grande statue de bronze de Seelow – un soldat – veille sur les tombes de ses camarades et regarde vers la mère patrie. Il s'appuie sur la carcasse d'un panzer hors de combat. Les deux derniers restent d'importants lieux de mémoire.

Dès ce mois d'avril 1945, les communistes allemands exilés en URSS regagnent l'Allemagne et vont constituer le noyau du nouveau pouvoir en collaboration avec les autorités soviétiques. À vrai dire, ceux qui reviennent sont ceux qui ont pu – et su –, non sans compromissions pour certains, passer à travers les purges stalinienne. Pour les communistes allemands partis en exil, plusieurs milliers, l'abri moscovite s'est révélé un enfer : autour d'un millier au moins ont été tués, d'autres en nombre arrêtés. Le cercle dirigeant du KPD est décimé, et même sept membres fondateurs du Parti sont victimes de la violence stalinienne³.

En 1943, ces communistes survivants exilés en URSS (Walter Ulbricht, Wilhelm Pieck, Hermann Matern, Johannes R. Becher...) ont créé, près de Moscou, le Comité national de l'Allemagne libre, encouragé par Staline, pour intensifier la Résistance et préparer la prise du pouvoir à la Libération. Un appel est lancé le 13 juillet, un journal est désormais édité et des tracts, diffusés sur le front. Le Comité a ensuite pour objectif de recruter dans les camps de prisonniers allemands, par exemple en France ; c'est ainsi qu'il use des couleurs de l'ancien empire, sur les brassards, pour jouer de la fibre nationale. Il distribue aussi des tracts clandestinement parmi les soldats allemands pour les faire douter ou les encourager à cesser la guerre lors des campagnes de Libération. Khrouchtchev raconte dans ses *Souvenirs* le travail d'Ulbricht et des siens « pour diffuser de la propagande chez l'ennemi au moyen de haut-parleurs. Ils demandaient aux troupes allemandes de se rendre. Cette besogne était habituellement effectuée de nuit. Ulbricht et moi dinions souvent ensemble à son retour des premières lignes. J'avais coutume de beaucoup plaisanter avec lui.

“Eh bien, camarade Ulbricht, il ne semble pas que tu aies gagné ton déjeuner aujourd’hui. Aucun Allemand ne s’est rendu”⁴ ».

Le vaincu de Stalingrad, le maréchal Friedrich Paulus, fait prisonnier, participe à la Ligue des officiers allemands qui est proche du Comité. Il sera accueilli par la RDA en 1953.

Ce « groupe Ulbricht » rédige un programme en octobre 1944. Des comités parallèles sont ensuite constitués en Europe de l’Est puis au-delà pour faire le lien. À son retour, il entend s’imposer à ceux qui ont combattu le fascisme en Allemagne et faire taire leur défiance.

L’ALLEMAGNE À BAS

Le sort général de l’Allemagne est discuté avec précision par les Alliés pendant la guerre même, avant que la situation militaire ne tourne clairement pas en leur faveur. À Casablanca, en janvier 1943, ils s’entendent sur la forme d’une « reddition inconditionnelle », non pas seulement militaire mais qui concerne tout le territoire allemand. La mémoire de la fin de la Première Guerre mondiale joue ici, quand l’armée, après l’armistice du 11 novembre 1918, s’était prétendue invaincue mais trahie par l’arrière. Le démembrement du pays est ensuite discuté à Téhéran fin 1943. L’URSS conserve les territoires de Pologne orientale, pour lesquels on prévoit une compensation par ceux qui se trouvent à l’est de l’Oder. Les protocoles de Londres, en septembre 1944, fixent le sort du futur vaincu. Un tracé des zones d’occupation est établi et les structures administratives qui les gouverneront, décidées. Berlin sera administrée par les trois puissances et l’ensemble, dirigé par une autorité commune. À Yalta (février 1945), la France obtiendra de pouvoir occuper une zone. Les Alliés, toujours décidés à une capitulation sans conditions, s’accordent sur des réparations par démontage de structures économiques, saisie

de la production et mise à disposition de main-d'œuvre. La même conférence envisage le démembrement de l'Allemagne, auquel Staline ne donne pas suite, et dont l'idée est abandonnée à la conférence de Potsdam (juillet-août), sur le territoire de la future RDA. Le château de Cecilienhof, édifié par Guillaume II (1913-1916), lieu des échanges, y deviendra un mémorial ouvert au public.

Il y est convenu, après Yalta que la Pologne cède les territoires à l'est de la ligne Curzon à l'URSS. En compensation, elle reçoit les territoires restants à l'est de la ligne Oder-Neisse (Silésie, Poméranie orientale, une partie est du Brandebourg) et le sud de la Prusse-Orientale, sous réserve d'un traité définitif, préparé par les ministères des Affaires étrangères des puissances victorieuses. La question des réparations est au centre des discussions. Elle se fonde à la fois sur la volonté de diminuer la puissance économique de l'Allemagne et, en particulier pour l'URSS, de compenser toutes les destructions subies. L'accord se fera finalement sur une saisie du patrimoine économique dont chacun est responsable dans sa zone, sauf pour l'Union soviétique qui reçoit 10 % de ce qui est démonté dans les zones occidentales. De fait, cet accord sanctionne une partition de l'Allemagne. Les Alliés y affirment leurs objectifs de démilitarisation, d'une décartellisation et d'une complète dénazification de l'Allemagne, tant morale qu'institutionnelle.

En attendant un traité de paix, les puissances vainqueures se saisissent donc de la souveraineté du pays qui, bien qu'uni en théorie, a perdu toute possibilité de se gouverner. Un conseil de contrôle interallié (*Kontrollrat*, première réunion le 30 juillet) partage les compétences avec les gouvernements militaires des différentes zones. Il coordonne leurs activités et traite les questions qui concernent « l'Allemagne en tant qu'unité⁵ ». La zone d'occupation soviétique comprend le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, les provinces prussiennes du Brandebourg et de Saxe (ce qui devient la Saxe-Anhalt après la dissolution de la

Prusse), la Saxe et la Thuringe, soit environ 23 % du territoire du Reich de 1937 (sans Berlin) et 22 % de sa population.

Des comités au Partis

Au moment où les structures du Reich s'effondrent, partout s'établissent des instances et des comités « antifascistes », dont seule une petite partie s'appuie sur des groupes constitués de résistants au nazisme, comme à Eisleben autour de Robert Büchner, avec des communistes, socialistes, et des syndicalistes⁶.

Ces comités sont généralement constitués à l'arrivée des Alliés afin de leur remettre le contrôle des lieux, et rassemblent principalement d'anciens membres du mouvement ouvrier d'avant 1933 ainsi que des démocrates de l'époque⁷. Dans leur zone, les Américains les tiennent à distance⁸. Le communiste Paul Eichler, actif dans la clandestinité, hisse le drapeau blanc à Knautnaundorf, près de Leipzig, à l'arrivée des Américains les 17-18 avril, bien qu'un officier nazi tente de s'y opposer. Le militant harangue la population dans l'ouest de la ville pour la rassurer quant à la défaite du fascisme. Son groupe va démettre le maire compromis, contre sa volonté⁹. À Chemnitz, fin mai, un « Front antifasciste » rassemble les anciens opposants avant d'être pris en main par les communistes.

Il faut, à ces nouvelles et précaires autorités, gérer la situation d'urgence, le contrôle de l'approvisionnement, les destructions, la remise en place de l'eau, du gaz et de l'électricité, empêcher les pillages¹⁰. Fin mai, les Alliés soumettent ces comités, par méfiance, à l'Ouest, vis-à-vis des communistes et parce que les activités politiques sont interdites. Mais les Soviétiques les dissolvent aussi.

En juillet 1945, les Soviétiques occupent les zones qui leur reviennent et où stationnent encore les troupes américaines. Schwarzenberg, bombardée en 1944-1945, dans les monts

Métallifères, n'est pourtant occupée par aucun des Alliés. Des comités antifascistes locaux prennent là aussi le pouvoir – un processus achevé mi-mai – et gèrent le quotidien de la zone face au désordre et aux pillages, avec la présence de prisonniers et de travailleurs forcés. Début mai, des nazis appellent encore à une résistance qui s'effondre vite. Mais l'administration locale tient. Les comités se structurent autour de celui de la ville principale, Schwarzenberg, et entament aussi la dénazification. L'expérience a souvent été mythifiée comme le lieu utopique d'une « République » autonome, avant que les Soviétiques n'y mettent un terme fin juin-début juillet. De fait, le Comité antifasciste put assurer l'approvisionnement pour éviter la famine, remettre en marche les services publics, restaurer l'ordre en neutralisant les bandes nazies errantes. Il sut aussi organiser le départ des réfugiés et prisonniers.

Au milieu des années 1980, Stefan Heym (1913-2001) – fils d'un marchand juif de Chemnitz exilé –, en écrivant l'histoire de l'expérience de la république de Schwarzenberg, à sa manière, entend revivifier l'idéal antifasciste et ériger en modèle une alternative socialiste démocratique antistalinienne¹¹. Un des héros du livre s'emploie à y « lier démocratie et socialisme », à bâtir une « utopie » dans « cet État miniature »¹².

Paul Korb, un des membres communistes du Comité, expliqua pourtant qu'il ne fut jamais question d'une République indépendante, d'une alternative démocratique¹³. D'ailleurs, l'activité du Comité, celle de ses membres ensuite, se poursuivit sans rupture avec la reprise en main par les Soviétiques. Dominé par les communistes, le Comité de Schwarzenberg ne valorisait en rien la « démocratie », d'autant que la population était perçue comme une entité nazifiée et que l'on s'en méfiait, d'où un gouvernement de plus en plus autoritaire, avec quelques excès dans les arrestations, bien loin d'un socialisme démocratique. Aujourd'hui, le promeneur bénéficie d'un circuit sur les traces de Schwarzenberg « non occupée »... « N'oubliez

pas de demander votre passeport [à la République libre], afin que vous puissiez revenir à Schwarzenberg, la perle des monts Métallifères. »

Dans la zone soviétique en juin-juillet 1945, les partis anti-nazis renaissent (KPD, 11 juin, SPD, le 15) et d'autres se constituent : les démocrates-chrétiens (CDU, 26 juin), pour servir en théorie les intérêts des chrétiens, et les libéraux (LDP, 5 juillet¹⁴) dans la tradition du Parti démocrate allemand (DDP) de Weimar, des libéraux plutôt du centre-gauche (bourgeoisie industrielle, intellectuels...), sous l'égide de Wilhelm Külz, ancien ministre de Weimar, et de Waldemar Koch, ancien de l'AEG (l'importante société générale d'électricité de la famille Rathenau).

Les Églises sont alors les seules institutions d'importance encore sur pied et servent ainsi de médiations avec la population. Le dirigeant de la CDU, Otto Nuschke (1883-1957), très proche du SED, permet alors de tisser des liens entre le pouvoir et les Églises¹⁵. Il restera, pour cette fidélité, une figure iconique de la RDA.

En 1948, deux autres partis sont créés qui permettent de fractionner le camp « bourgeois » : le Parti démocratique des paysans d'Allemagne (DBP), pour le monde rural, et le Parti national-démocrate d'Allemagne (NDPD). Le parti paysan se réclame « des traditions révolutionnaires et des luttes de la paysannerie allemande contre l'oppression¹⁶ » et rassemblera progressivement de nombreux responsables des coopératives. Le NDPD lui avait pour fonction d'intégrer, de socialiser les anciens soldats de la Wehrmacht, les anciens membres du parti nazi de second rang, réservés désormais à l'égard de l'engagement, et surtout loin du SED, de leur permettre de s'identifier au nouvel ordre – ceux donc qui n'avaient pas été jugés trop compromis ou qui faisaient repentance et montre de leur engagement dans ce nouvel ordre¹⁷. Pour autant, ces anciens membres du NSDAP ne constitueront toujours qu'une petite minorité des adhérents¹⁸.

Par ses caractéristiques, le NDPD est aussi un outil, parti « national », pour promouvoir la stratégie stalinienne d'unité de l'Allemagne. Le parti prend en charge les intérêts de la classe des commerçants, petits entrepreneurs et artisans indépendants, encore nombreux jusqu'en 1972¹⁹. Son discours combine la défense des intérêts sociaux de ses membres avec la reprise de la ligne idéologique et du vocabulaire du régime communiste, s'inscrivant ainsi dans la tradition du mouvement ouvrier et progressiste. Cela se manifeste notamment par des références aux réalisations de l'URSS et par une position affirmée contre l'impérialisme. D'ailleurs, la section de l'arrondissement de Francfort-sur-l'Oder explique ses difficultés de développement, entre autres, par une trop grande proximité de programme avec le SED (décembre 1949)²⁰.

Le NDPD veille aussi donc au destin des anciens « Pg », « camarades de parti » (nazi), c'est-à-dire à leur réintégration civique et économique, aussi rapide que possible. Il leur fournit aide et conseils, ainsi qu'aux réfugiés et chassés des régions de l'Est. Le premier registre des réunions du comité NDPD de Francfort-sur-l'Oder (1948-1949) montre une forte préoccupation pour la réintégration de ces anciens « camarades du Parti » (NSDAP), notamment la levée des interdictions professionnelles. Ils sont d'ailleurs très présents dans les réunions, mais réservés²¹...

Le Parti libéral démocrate d'Allemagne (LDPD), troisième parti nouveau, se coule en RDA, non sans paradoxe, dans le discours socialiste « offensif » contre « l'idéologie bourgeoise et réactionnaire sous toutes ses formes » et contre les dangers de l'impérialisme. Et, dans la ligne du SED, « sous la conduite de la classe ouvrière »²².

En avril 1946, après avoir adopté une position contraire, le KPD organise, sous contrainte, la fusion avec le Parti social-démocrate (SPD), réalisant ainsi l'unification des partis du mouvement ouvrier. La direction de ce dernier semblait encore

bien réservée fin 1945, relayant les craintes de certains dirigeants et militants locaux²³. Les plus réticents à l'unité commençaient à subir menaces et pression de la part des autorités soviétiques, mais des sections locales souhaitaient cependant la marche vers l'unité.

Le congrès d'unification se déroule à Berlin les 21 et 22 avril 1946, sur le principe d'un partage paritaire des fonctions de direction. En effet, la poignée de main des deux dirigeants, Wilhelm Pieck (1876-1960), communiste – vieux militant socialiste d'avant 1914, un des fondateurs du Parti, exilé en URSS –, et Otto Grotewohl, socialiste, scelle l'absorption du Parti social-démocrate par le Parti communiste. Ce sera une image fondatrice du régime – d'autant que la poignée de main est le symbole choisi pour représenter le Parti –, un épisode sans cesse célébré, montré et raconté²⁴. De même, la poignée de main est reprise sous de multiples formes graphiques : pour les 20 ans du SED, une affiche, à partir de collage photos, multiplie les mains qui se rejoignent, avec le slogan : « L'Unité de la classe ouvrière, la plus grande réalisation de l'histoire du mouvement ouvrier. »